C’est une confirmation : le service national universel (SNU) tourne à la farce mais elle ne fait rire personne. Après des mois de tergiversation et plusieurs rapports contradictoires, le gouvernement semble tenir son projet, annoncé en grande pompe par… Blanquer, qui rajoute là un nouveau fleuron à sa panoplie déjà chargée de grand communicant, de grand manipulateur. De fait, comme on le pressentait, dans cette entreprise de surveillance renforcée des jeunes, c’est bien l’école qui est en première ligne.

Seraient concernés au premier chef les lycéens, les 16-18 ans, sans doute jugés plus malléables que les plus âgés. Le service se décomposerait en deux périodes d’internement obligatoire de 12 jours chacun, pris sur les vacances scolaires. Les internats des lycées et les centres de vacances (qu’on ne savait pas si spacieux pour accueillir 700 ou 800 000 jeunes…) seraient mis à contribution pour l’hébergement.

Au programme des réjouissances : une première période consacrée à un bilan de santé (il faudra d’abord pour cela dénicher des médecins scolaires, car il n’y en a plus guère), détection de l’illettrisme (attendre 16-18 ans pour ce faire, est-ce bien raisonnable ?), du décrochage scolaire (on n’y avait jamais pensé), gestes de premier secours (déjà dans les programmes scolaires). Une seconde période sera réservée à un stage dans différents domaines (parmi lesquels la défense, bien sûr), suivie éventuellement d’un service volontaire.

Pour encadrer ce petit monde, il est prévu de faire appel à des intervenants reconnus pour leurs grandes compétences éducatives comme d’anciens militaires ou des stagiaires issus des grandes écoles.

Sur le coût estimé de cette plaisanterie, les chiffres varient : un, deux ou trois milliards d’euros par an, allez savoir ; le SNU, c’est un peu comme l’EPR de Flamanville, il faut compter avec les dépassements. Mais le premier projet envisagé pendant la campagne électorale montait jusqu’à 30 milliards d’euros sur la durée du quinquennat. La France est un pays riche… Comme il n’est pas question de toucher aux dépenses militaires, sanctuarisées (quelque 300 milliards d’euros pour la loi de programmation militaire), ce sont bien évidemment les budgets civils et, singulièrement, celui de l’Education nationale, qui seront chargés de mettre la main à la poche et de financer la « *promesse du candidat Macron* », le caprice du président.

Pourtant, la fermeture de centaines de classes est programmée à la rentrée prochaine ; de nombreux établissements se trouvent dans un état de délabrement avancé (les écoles de Marseille défrayent régulièrement la chronique mais elles ne sont pas les seules). Pour cette rentrée, le sous-encadrement des élèves sera encore patent, des postes non occupés, les élèves handicapés inscrits si l’on a l’argent pour faire les travaux). Mais d’argent il n’y a pas. D’autres priorités, comme le SNU.

Dans ces conditions, se demandera-t-on, pourquoi ce projet, de quoi ce projet est-il le nom ? Il importe de se souvenir que, lors de la campagne présidentielle, Macron avait mis en avant l’impératif d « *inculquer la discipline aux jeunes* », par un encadrement s’inspirant du service militaire, vieux fantasme d’une large partie de la classe politique, toutes tendances confondues. Inculquer la discipline aux jeunes mais rien qu’aux jeunes, les plus âgés étant dispensés de cette obligation. Autre argument mis en avant : l’apprentissage du « vivre ensemble », comme si, arrivés à l’âge de 18 ans, deux périodes de quinze jours allaient utilement compléter ce qu’ils ont vécu ensemble, à l’école et ailleurs, pendant une quinzaine d’années.

On aura du mal à prendre au sérieux la rengaine sur la nécessité du « *brassage social* » à laquelle répondrait le SNU. Parce qu’évoquer le brassage social dans un pays dévoré par ses inégalités institutionnelles, sociales, ethniques, c’est refuser de voir la réalité des choses. Le brassage social miraculeusement réalisé par l’enfermement obligatoire de sa jeunesse, c’est une escroquerie. Le

brassage social mis en œuvre par un ministre dont toute la politique consiste à conforter les discriminations sociales , c’est tout simplement se moquer du monde.

En réalité, ce que confirme ce SNU, c’est la profonde méfiance qu’entretiennent les politiques (et sans doute une partie des adultes) pour la jeunesse, qu’il faudrait surveiller toujours plus, enfermer, et dont on se refuse à voir qu’elle fait déjà partie de la société, du monde, depuis sa naissance. C’est aussi, en renforçant l’intervention de l’armée à l’école, en germe depuis trop longtemps dans l’éducation à la défense, confirmer la dérive militaire et identitaire de la formation civique scolaire. Que l’Education nationale puisse se charger, sur temps scolaire, dans des locaux scolaires (sous encadrement scolaire ?) de cette tâche d’internement, de dressage, qui était traditionnellement celle de l’armée, est plus qu’un simple dérapage.